

Q1. Would ISED consider extending the deadline by 2 weeks? It has been a lot of work forming the correct team./ We are requesting that a 4-week extension be granted to allow for the necessary analysis and proposal details to be finalized.

A1. Yes, we will extend the closing date to September 15, 2022.

Q2. Does ISED have any market research to indicate how many of Canadian Small Businesses would actually pay for this program? We want to make sure we can develop the most accurate business model as possible.

A2. There is Public Opinion Research available:

- [CyberSecure Canada Program: Final Report - Public opinion research](#)

Q3. Can ISED provide enrolment demographics and statistics for the CyberSecure Canada certification program to help us understand the interest from Small Businesses?

A3. The Canadian Survey of Cyber Security and Cybercrime, prepared by StatsCan, provides a comprehensive overview of relevant statistics outlining the challenges faced by organizations of all sizes and their interests in improving cyber security.

- <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201020/dq201020a-eng.htm>

Q4. Would the Federal Government consider offering Small Businesses a Grant to help pay for these assessments?

A4. At this time there are no grants available.

Q5. Can you expand on the requirements for the below scope of work objective?

7) Manage recognition. Considerations will be given to the ability of the selected APO to potentially expand into other forms of cyber posture evaluation such as certification, should the need arise in the future.

A5. The APO will need to recognize SMEs which successfully implement cyber security criteria. The APO should also have the flexibility to handle any future potential growth of the program

Q6. For the web portal described, would AO's be in charge to operate in an all online capacity via the portal when interacting with micro-businesses or can they also manage consulting based calls with the businesses directly?

A6. The AO would be free to manage consulting based calls with businesses directly however key aspects should be tracked via the web portal/CRM system. As outlined in the Statement Of Work (SOW), the selected contractor will propose what data and information will be collected, how it will be managed, and who it will be shared with.

Q7. I know there is some seed funding for the APO in the start-up phase, do you have an estimation on how much this is so we can base our models on this expected funding?

A7. We cannot provide this estimate

Q8. What is the level of involvement the ISED/Federal government will have in terms of the marketing of this program, official support of the APO, and directing of businesses to the APO for the program? What are the responsibilities of the government within it's partnership with the APO?

A8. The role and responsibilities of the government are outlined in the Request for Proposal (RFP) documentation. It is expected that the Authorized Partner Organization will operate the program as a stand alone program however where appropriate, the government will raise awareness and refer to the offered services.

Q9. Can the APO also be an assessor organization? / Is it possible for the APO to be an AO as well?

A9. Yes, the APO can also offer Assessing Organization(AO) services . It is expected that all AOs will be treated fairly and have similar exposure and opportunities with perspective clients

Q10 . Would it be possible to have some additional time in order provide our response to ISED? / How can we request an additional extension?

A10. The RFP closing date has already been extended from the original closing date and cannot be extended further

Q11. Does ISED have expected uptake of assessments by micro and small businesses in order to aid in providing realistic sustainability back to ISED?

A11. There is no data available on expected uptake by micro and small business

Q12. Is there any or expected to be any legislature for requirements on micro and small business to meet some level of security?

A12. There are no legislative requirements on micro and small business related to this proposal.

.....

Q1. Est-ce que l'ISDE examinerait la possibilité de prolonger la date limite de 2 semaines ? Former la bonne équipe a demandé beaucoup de travail. / Nous demandons qu'une prolongation de 4 semaines soit accordée pour permettre la finalisation de l'analyse nécessaire et des détails de la proposition.

R1. Oui, nous repousserons la date limite au 15 septembre 2022.

Q2. Est-ce que l'ISDE a une étude de marché qui indique le nombre de petites entreprises canadiennes qui paierait effectivement pour ce programme ? Nous voulons nous assurer d'élaborer le modèle de fonctionnement le plus précis possible.

R2. Une recherche sur l'opinion publique est accessible :

- [Programme CyberSécuritaire Canada : Rapport final — recherche sur l'opinion publique](#)

Q3. Est-ce que l'ISDE peut fournir les statistiques et les données démographiques sur l'inscription au programme de certification de CyberSécuritaire Canada pour nous aider à comprendre l'intérêt des petites entreprises ?

R3. L'Enquête canadienne sur la cybersécurité et le cybercrime préparée par Statistiques Canada offre un aperçu complet des statistiques pertinentes décrivant les défis que doivent affronter les organisations de toute taille et leurs intérêts pour améliorer la cybersécurité.

- <https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/201020/dq201020a-fra.htm>

Q4. Le gouvernement fédéral examinerait-il la possibilité d'offrir une subvention aux petites entreprises pour les aider à payer ces évaluations ?

R4. Aucune subvention n'est offerte en ce moment.

Q5. Pouvez-vous en dire davantage sur les exigences relatives à la portée de l'objectif de travail ci-dessous ?

7) Gérer la reconnaissance. On tiendra compte de la capacité de l'OPA sélectionné à développer d'autres formes d'évaluation de la situation en matière de cybersécurité, comme la certification, en cas de besoin dans l'avenir.

R5. L'OPA devra reconnaître les PME qui ont réussi à appliquer les critères relatifs à la cybersécurité. L'APO devrait également avoir la flexibilité de gérer toute croissance potentielle future du programme

Q6. Concernant le portail Web décrit, les organisations évaluatrices seraient-elles responsables d'évoluer uniquement en ligne par l'intermédiaire du portail lors d'interaction avec les microentreprises ou seraient-elles en mesure de gérer les appels de consultation directement avec les entreprises?

A6. Les organisations évaluatrices seraient libres de gérer les appels de consultation directement avec les entreprises; toutefois, un suivi devrait être effectué par l'intermédiaire du portail Web et de la gestion de la relation client (CRM) pour certains aspects clés. Tel que précisé dans l'énoncé de travail, l'entrepreneur sélectionné proposera les données et les renseignements à recueillir, la façon dont ces derniers seront gérés et qui en sera responsable.

Q7. Je sais qu'un financement de démarrage existe pour l'étape de démarrage de l'organisme partenaire autorisé; déterminez-vous une estimation de ce montant afin que nos modèles correspondent au financement prévu?

A7. Nous ne sommes pas en mesure de fournir cette estimation.

Q8. Dans quelle mesure ISDE et le gouvernement fédéral participera-t-il à la commercialisation de ce programme, au soutien officiel de l'organisme partenaire autorisé et à l'orientation des entreprises vers l'organismes partenaire autorisé pour ce programme? Quelles sont les responsabilités du gouvernement dans le cadre de son partenariat avec l'organisme partenaire autorisé?

A8. Le rôle et les responsabilités du gouvernement sont précisés aux documents connexes de la demande de propositions. Il est attendu que l'organisme partenaire autorisé exécutera le programme en tant que programme autonome; il peut arriver toutefois que le gouvernement suscite la prise de conscience et se tourne vers les services offerts.

Q9. L'organisme partenaire autorisé peut-il être également être l'évaluateur de l'organisme? / L'organisme partenaire autorisé peut-il également être l'organisation évaluatrice?

A9. Oui, l'organisme partenaire autorisé peut également offrir des services d'évaluation d'organisme. Il est attendu que toutes les organisations évaluatrices recevront un traitement équitable et bénéficieront d'une exposition et d'occasions semblables auprès des clients potentiels.

Q10. Serait-il possible d'avoir plus de temps pour préparer notre réponse à ISDE? / Comment demander du un report de la date butoir?

A10. La date butoir de la demande de propositions a déjà été reportée et ne pourra pas être reportée à nouveau.

Q11. ISDE a-t-il une idée de l'adoption des évaluations par les microentreprises et les petites entreprises afin de pouvoir donner des prévisions réalistes en matière de durabilité à ISDE?

A11. Aucune donnée n'est disponible relativement à l'adoption prévue par les microentreprises et les petites entreprises.

Q12. Existe-t-il ou existera-t-il des dispositions législatives relatives aux exigences que devront satisfaire les microentreprises et les petites entreprises pour atteindre un certain niveau de sécurité?

A12. Il n'existe aucune exigence législative destinée aux microentreprises et aux petites entreprises relativement à cette proposition.